

Publié dans *Septentrion* 2018/1.

Voir www.onserfdeel.be ou www.onserfdeel.nl.

Est-ce toujours la faute de l'autre ? Vincent Scheltiens et l'histoire politique de la Belgique

«L'ennemi est l'ami des peuples». Cette citation d'Umberto Eco reflète le principe de base du chercheur Vincent Scheltiens tel qu'il l'explique amplement, de manière approfondie et éclairante dans un livre remarquable et intéressant à lire: *Met dank aan de overkant* (En remerciant l'autre côté) ayant comme sous-titre *Een politieke geschiedenis van België* (Une histoire politique de la Belgique). Sur la couverture figurent Paul Magnette, bourgmestre de Charleroi et membre éminent du Parti socialiste, et Bart De Wever, bourgmestre d'Anvers et président du parti nationaliste flamand N-VA. Ils font face au photographe, n'échangent aucun regard. Vincent Scheltiens, membre de *Power in History* (le centre d'histoire politique de l'université d'Anvers), est frappé par le fait que chaque peuple se présente comme «bon» tandis que tous les autres sont «mauvais». C'est tout particulièrement vrai pour la Flandre et la Wallonie. À partir de cette constatation Scheltiens réécrit l'histoire de la Belgique aussi bien d'un point de vue wallon que d'un point de vue flamand. Tout ce qui ne tourne pas rond ou échoue est donc imputable à l'autre. L'ouvrage est truffé de citations passionnantes qui le rendent très lisible et par moments même amusant. Prenons à titre d'exemple quelques vers du Flamand Prudens Van Duyse:

87

Wale, Wale vorte

Zeven op een sporte

Zeven op een spelle

Alle Walen gaen naer d'helle

Wallons, Wallons pourris

Sept sur un barreau

Sept sur une barrette

Tous les Wallons vont en enfer



Cette citation remonte aux toutes premières heures du Mouvement flamand, que l'auteur situe dans les années 1840, lorsqu'un jeune député de Termonde, Pieter De Decker, donna suite, au parlement, à la demande de «gens de lettres» - d'écrivains, donc - de bien vouloir accorder une place au *Vlaemsch* (flamand) ou *Nederduitsch* (bas-allemand) en matière judiciaire et administrative ainsi que dans l'enseignement dans la Belgique cent pour cent francophone de l'époque. Cette «pétition» aurait recueilli entre 14 000 et 40 000 signatures (suivant les sources). Mais rien ne changea, provisoirement du moins. Peu à peu les Wallons - ce terme désignait tous les Belges francophones - se sentirent agressés, menacés. La *Gazette de Liège* décéla d'emblée dans ces premières manifestations du Mouvement flamand une menace pour les Wallons. Ne maîtrisant pas le «flamand», ceux-ci seraient évincés de l'administration

du pays. Les Flamands, par contre, qui maîtrisaient pour ainsi dire par définition le français, s'empareraient graduellement de l'administration et des tribunaux dans les provinces wallonnes. C'est ainsi que les Wallons ont commencé à avoir d'eux-mêmes cette image de victimes d'agression et de menaces.

Pour prendre ses distances par rapport aux différentes revendications flamandes, on arguait également que «le flamand» ne disposait pas d'une orthographe uniforme et devait être considéré comme un ensemble informe de dialectes. La *Gazette de Mons*, qui estimait que la Belgique se composait d'un Sud civilisé et d'un Nord arriéré, allait plus loin encore. Les régions flamandes devaient d'urgence être civilisées, ce qui ne serait possible que moyennant une francisation approfondie et irréversible. Un Wallon du nom de Reiffenberg suggérait que le Wallon

préférerait parler le chinois plutôt que le «flamand». Des remarques plus générales circulaient aussi du côté wallon. Ainsi le Mouvement flamand naissant était-il suspecté de nourrir un programme caché: le rétablissement des liens avec les Pays-Bas. D'où notamment les prétendues tentatives visant à débarrasser le *Vlaemisch* des dialectes et de le rapprocher le plus possible du «hollandais». À la veille et au cours des deux guerres mondiales, Wallons et Flamands aimaient mettre sur le dos de l'autre tout ce qui allait de travers. Ainsi le Mouvement wallon voyait-il dans les actions relatives à la frontière linguistique que menait Flor Grammens¹ dans les années 1930 un pas vers une forme de menace physique concrète: ces actions visaient uniquement, en instaurant une frontière linguistique, à rapprocher la Flandre de l'Allemagne. Les Flamands furent qualifiés de «flamboches», une contraction de «Flamand» et de «Boche». Le livre présente également nombre d'exemples d'apparition de clichés du côté flamand.

Cette création de clichés de part et d'autre se poursuit encore au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le contexte se modifia toutefois à la suite de la déclaration marquante de Gaston Eyskens en 1970. Le Premier ministre de l'époque déclara que des communautés et des régions devaient dorénavant trouver leur place dans les nouvelles structures de l'État. Ce processus est toujours en cours et concerne tant les Flamands que les Wallons.

La lecture de l'ouvrage suscite toutefois spontanément un «mais». Le point de départ de l'auteur - un peuple (les Flamands) est par définition l'ennemi de l'autre peuple (les Wallons) et inversement - ne se vérifie pas tout à fait. Ainsi Scheltiens ne mentionne-t-il pas, ou ne sait-il pas, que le *Davidsfonds* (fonds culturel flamand d'inspiration catholique), par exemple, a disposé de sections dans pratiquement toutes les grandes villes et communes de Wallonie. Et je suis en possession d'une brochure de l'*Algemeen-Nederlands Verbond* (une association qui prône la coopération

entre la Flandre et les Pays-Bas), secteur Charleroi, «fondé en l'an 1905». Le secteur Charleroi comportait des sections telles qu'une caisse de secours mutuel (une forme de mutualité), une université populaire, une fanfare (*De Vlaamsche Eendracht*, qui pouvait jouer dans tous les cortèges à Charleroi), une caisse-funérailles, une bibliothèque populaire et une *'t Werk van gelezene dagbladen* (Œuvre de journaux lus), quelles que pussent en être les activités précises. Tout cela était établi dans l'hôtel de Bruges, 48, rue Neuve à Charleroi, téléphone 290. Les dernières pages de la brochure comportent des annonces unilingues en français: une du magasin Au Bon Marché et une d'un fabricant d'appareils de chauffage. Voilà deux exemples parmi de nombreux autres attestant une tolérance réciproque.

Il ne faut pas perdre de vue, enfin, qu'au XIX^e siècle bon nombre de Flamands ont quitté la Flandre ravagée par la famine, le choléra et d'autres problèmes encore et ont trouvé un avenir en Wallonie. C'est ce qui explique la présence de tous ces noms de famille flamands en Wallonie, comme en témoignent les indicateurs de téléphone de La Louvière et / ou de Charleroi. L'affirmation de départ de Vincent Scheltiens ne se vérifie donc pas tout à fait.

Guido Fonteyn (Tr. W. Devos)

VINCENT SCHELTIEWS, *Met dank aan de overkant. Een politieke geschiedenis van België* (En remerciant l'autre côté. Une histoire politique de la Belgique), Uitgeverij Polis, Kalmthout, 2017, 320 p. (ISBN 978 94 6310 165 3).

- 1 Homme politique nationaliste flamand qui badigeonnait de sa propre main des inscriptions officielles établies exclusivement en français, notamment des plaques de noms de rues.